

Forum : Commission Économique pour l'Afrique  
QUESTION: L'Afrique face à l'importation des déchets du reste du monde  
Soumis par : Malte

L'Assemblée générale,

*Consciente* que l'Afrique est devenue ces dernières années une décharge à ciel ouvert du fait que les entreprises européennes déversent sur le continent en développement quelques millions de déchets toxiques et de déchets plastiques que ce soit dans les zones rurales, dans les mers ou les lieux d'habitations,

*Sachant* qu'en 2018 la Banque mondiale alertait déjà sur la situation africaine et publiait des chiffres inquiétants : « 69% des déchets sont déversés à ciel ouvert et souvent brûlés » ; « 24% des déchets sont éliminés sous une forme quelconque » et « environ 7% sont recyclés ou récupérés »,

*Déclarant* que le déversement quotidien de déchets menace la faune la flore et de plus en plus l'Homme, comme nous le constatons dans le cadre de l'élevage de troupeaux au Niger, les sachets [en plastique] étant vrais assassins, tuant les animaux à petit feu lorsqu'ils broutent l'herbe mêlée aux plastiques,

*Alertée* par des ONG comme « Réseau nigérien pour l'eau et l'assainissement » pour qui si rien n'est fait, dans quelques années, l'Afrique va être une véritable poubelle débordant de déchets plastiques,

*Rappelant* les objectifs de la conférence de Nairobi de 1985 concernant les déchets de produits et matériaux dangereux tels des batteries et des composants électriques,

1) Déclare en conséquence qu'il est nécessaire pour le bien être de la communauté africaine de proposer un système pour sanctionner les entreprises polluantes en leur imposant des restrictions financières en référence à la convention de Bamako de 1991;

2) *Profondément* alarmée par le fait que ces déversements de déchets contribuent en grande partie à la dégradation des ressources naturelles globales dans les territoires touchés, et préconise donc une « taxe de solidarité » à l'image de celle déjà mise en place en 2016 dans le cadre de l'aide humanitaire médicale :

- a- financée par les contributions volontaires sur les billets d'avion, les matchs de football, les concerts,
- b- dans le but de pouvoir rendre efficiente l'aide humanitaire grâce aux ONG agissant sur le terrain et reconnues par la communauté internationale pour leurs actions en faveur des populations tels que la Croix Rouge, Médecin du monde,
- c- et de permettre ainsi aux Etats membres de s'appuyer sur l'union des forces de différents acteurs ;

3) *Considère* que le manque de centres de tri et de déchetteries pourrait ainsi être financés par les Etats coupables du drame écologique et sanitaire en Afrique, et permettrait l'éloignement des déchets des populations et donc la préservation d'un maximum de vie ;

4) *Invite* les Etats membres à l'instauration de taxes qui varieront selon le profit des entreprises et l'impact de leur pollution sur le continent africain, taxes qui pourront être utilisées à plusieurs reprises à partir de 2025 contre les entreprises occidentales pour l'export systématique de ces déchets qui sont dangereux et contraires à la survie des communautés ;

5) *Garde* à l'esprit les « Cleanings Days » mis en place au Sénégal à Dakar en 2020 ayant montré qu'une institutionnalisation de collectes de déchets hebdomadaire contre rémunération permettrait un ramassage systématique tout en permettant une hausse de l'employabilité chez les populations les plus défavorisées d'Afrique et, sur le long terme, une gestion durable de ces déchets ;

6) *Propose* au vue de la motivation grandissante des nouvelles générations pour la préservation de notre planète

- a- de mettre en oeuvre des cours de protection de la planète et de ses ressources, dans le but de crédibiliser ces gouvernements et sensibiliser les populations locales à la cause environnementale,
- b- de développer une sensibilisation au plus proche de la nature et se rendre compte de la gravité des lieux en agissant par l'apprentissage et la connaissance du sujet, de manière à ce que ces nouvelles générations trouvent de nouvelles manière de gérer,

c- de soutenir à l'avenir des gouvernements soucieux de respecter les règles pour donner l'exemple à ses populations ;

7) *Décide* de rester activement saisi de la question.